

Le Canada a donc fait le ménage chez lui. Ce qui continue de nous échapper, c'est la partie du problème qui incombe aux États-Unis. Si les États-Unis n'agissent pas concrètement pour diminuer les quantités d'anhydride sulfureux qu'ils exportent chez leur voisin du nord, l'environnement canadien continuera de s'altérer gravement.

De l'avis du Canada, la façon la plus simple et la plus directe de régler le problème est de négocier entre les deux pays un accord efficace sur la qualité de l'air, obligeant chaque signataire à réduire, pour une date précise, le flux transfrontalier de ses polluants atmosphériques à des quantités inoffensives pour l'environnement naturel du voisin. En fait, le Canada est convaincu que les deux pays se sont déjà engagés à le faire, dans plusieurs des conventions et ententes internationales auxquelles ils sont parties. En outre, cette approche est tout à fait conforme à celle que les deux pays ont déjà adoptée pour résoudre d'autres grands problèmes d'environnement. À titre d'exemple, l'Accord de 1972 relatif à la qualité de l'eau des Grands Lacs contenait des échéances et des objectifs précis de déphosphatation.

En mars 1985, la nomination, par le Premier ministre Mulroney et le Président Reagan, d'envoyés spéciaux de haut niveau chargés d'étudier le problème des pluies acides permettait d'espérer que les États-Unis, après plusieurs faux départs, commenceraient à s'occuper sérieusement de cette question commune. Les envoyés ont conclu que les pluies acides constituaient un grave problème dans les deux pays et un grave problème transfrontalier. Les attentes ont été renforcées lorsque les deux chefs de gouvernement, à leur rencontre annuelle de mars 1986, ont souscrit aux conclusions et recommandations des envoyés. Plusieurs mesures importantes ont été prises pour donner suite à ces conclusions, dont la mise sur pied et le financement partiel d'un programme quinquennal révolutionnaire de 5 milliards \$ aux États-Unis en vue d'exploiter des procédés moins polluants de combustion du charbon. Ce programme, semblable dans ses grandes lignes à celui qu'ont recommandé les envoyés spéciaux, pourrait à terme fournir de nouveaux moyens de lutter contre les émissions d'anhydride sulfureux des centrales thermiques au charbon, principales sources des dégagements de SO₂ aux États-Unis. Bien qu'il constitue un pas dans la bonne direction, ce programme ne règle pas l'aspect transfrontalier du problème des pluies acides.

Dans le discours qu'il a prononcé en avril 1987 devant les deux chambres du Parlement canadien, le Président Reagan a accepté d'étudier la proposition du Premier ministre Mulroney, c'est-à-dire un accord bilatéral sur les pluies acides s'inspirant des ententes bilatérales protégeant nos eaux